



PRÉFET DE LA DRÔME

Direction départementale de la Protection des
Populations de la Drôme

Service protection de l'environnement

Dossier suivi par : Magali DARODES
Tél. : 04 26 52 21 61
fax : 04 26 52 21 62

mail : ddpp@drome.gouv.fr

Valence, le 28 octobre 2015

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2015303-0003

PORTANT MISE EN DEMEURE

AU TITRE DES INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

**à l'encontre de la société PROVENT dont l'élevage de porcs est situé
sur les sites de BERMONT et QUEYRAS sur la commune de ETOILE SUR RHONE**

**Le Préfet de la DRÔME
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU le Code de l'Environnement, et notamment les articles L.171-8 puis L.512-1, L.512-7, L.512-8 et R.512-9 concernant les installations classées pour la protection de l'environnement) ;

VU l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 relatif au programme national d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

VU l'arrêté régional n° 14-144 du 15 juillet 2014 établissant le référentiel régional de mise en œuvre de l'équilibre de la fertilisation azotée pour la région Rhône-Alpes ;

VU l'arrêté régional n° 14-88 du 14 mai 2014 établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole pour la région Rhône-Alpes ;

VU l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations d'élevages relevant du régime de l'autorisation IED au titre du livre V du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n° 2011202-005 du 21 juillet 2011 autorisant la société PROVAGRO à poursuivre l'exploitation d'un élevage de porcs naisseur-engraisseur pour une capacité maximale de 3516 animaux-équivalents dont 873 truies sur la commune d'Etoile sur Rhône, quartiers les Queyras et Bermont ;

VU le récépissé de changement d'exploitant du 30 juillet 2014 délivré à la société PROVENT pour la poursuite de l'exploitant de la société PROVAGRO sans changement de conditions d'exploitation et d'effectifs pour une capacité de 3516 animaux-équivalents dont 873 truies ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement de la DDPP du 2 juin 2014 suite aux visites de l'élevage les 24 avril 2014 et 13 mai 2014 et transmis à la société PROVENT, nouvel exploitant, par courrier en date du 2 juin 2014 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU les courriers du 20 octobre 2014 et du 9 décembre 2014 précisant à la société PROVENT les échéances pour remédier aux faits contraires aux prescriptions applicables relevées sur son exploitation ;

VU le courrier du 9 septembre 2015 repoussant au 30 septembre 2015 les échéances de mises en conformité et faisant suite à une entrevue du 20 août 2015 ;

VU le courrier du 7 octobre 2015 de l'exploitant informant des mises en conformité réalisées et demandant un délai pour la réalisation de celles encore attendues ;

CONSIDERANT que lors de l'examen des éléments en sa possession, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté des faits constituant un manquement aux dispositions notamment des articles 3, 14, 23 et 26 de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 susvisé et que la société PROVENT n'a pas mis en place, aux échéances fixées les moyens permettant de mettre son installation en conformité avec la réglementation en vigueur ;

CONSIDERANT que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société PROVENT de respecter les prescriptions-dispositions de l'arrêté ministériel susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture ;

AR R E T E

ARTICLE 1 : la société PROVENT est mise en demeure :

- de fournir un échéancier de réalisation des travaux de mise aux normes électriques des sites
- de fournir un descriptif complet et détaillé de l'élevage

au plus tard au 30 novembre 2015

- de mettre à jour le plan d'épandage des effluents de l'installation
- de mettre en place un stockage des cadavres à basse température

au plus tard le 28 février 2016

- de justifier de l'étanchéité de la fosse de stockage des Bermonts (avec vidange préalable)

au plus tard le 15 mars 2016

- de réaliser l'ensemble des travaux de mise aux normes des installations électriques

au plus tard le 30 avril 2016

ARTICLE 2 : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative

compétente, le tribunal administratif de Grenoble, dans les délais prévus aux articles R.514-3-1 et R.515-27 du même code :

- par l’exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du même code dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté sera notifié à la société PROVENT pour ses sites situés quartiers Bermont et Les Queyras sur la commune de Etoile sur Rhône. Une copie du présent arrêté sera déposé en mairie de Etoile sur Rhône et tenue à la disposition du public.

ARTICLE 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Drôme et le Directeur de la Protection des Populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l’exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

- le Maire de Livron
- l'exploitant

Fait à Valence, le 28 octobre 2015

Le Préfet
Le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général

Etienne DESPLANQUES